
NOTES

La mention N.D.E. signale les notes des éditeurs.

1 - N.D.E. : le 28 avril 2011, une semaine avant le colloque *Histoires d'ici, Mémoires d'ailleurs*, a été publié un article dans lequel plusieurs dirigeants de la Direction technique nationale (DTN) de la Fédération française de football (FFF) sont accusés d'avoir approuvé le 8 novembre 2010 un principe de quotas ethniques discriminatoires officieux dans les centres de formation (Fabrice Arfi, Michaël Hajdenberg, Mathilde Mathieu, « Foot français : les dirigeants veulent moins de noirs et d'arabes », journal en ligne *Mediapart*, www.mediapart.fr). Le 2 mai, la FFF et l'Inspection générale de la jeunesse et des sports (IGJS) ont ouvert chacune une enquête dont les résultats ont été remis après le colloque, le 10 mai. Ainsi, durant le colloque, l'actualité était marquée par les réactions de l'opinion publique (partis politiques, associations de lutte contre le racisme, personnalités du football, médias, etc.) à « l'affaire des quotas ». Sources : « Football : l'enquête sur l'affaire des quotas est lancée, la FFF tremble », 02/05/2011, site Internet www.lemonde.fr, consulté le 04/08/2011, et « Quotas : « Pas lieu de saisir la justice » mais des « dysfonctionnements » relevés à la FFF », 10/05/2011, site Internet www.lemonde.fr, consulté le 05/08/2011.

2 - N.D.E. : Gérard Noiriel, Stéphane Béaud, « Race, classe, football : ne pas hurler avec la meute », dans *Libération*, 06/05/2011, p. 26-27.

3 - N.D.E. : ACSÉ : Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances. Créée par la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, l'ACSÉ est un établissement public national à caractère administratif, placé sous la tutelle du ministre de la ville, chargé de mettre en œuvre les orientations gouvernementales en matière de politique de la ville, de lutte contre les discriminations et d'égalité des chances.

4 - N.D.E. : cf. le site Internet du réseau Mémoires-Histoires en Île-de-France : www.memoires-histoires.org

5 - N.D.E. : cet instrument de recherche, *Territoires et mouvements de population en Seine-et-Marne, 1800-1975*, est consultable sur le site Internet des Archives départementales à l'adresse suivante : <http://archives.seine-et-marne.fr/inventaires-en-ligne>

6 - N.D.E. : les enregistrements sonores et les textes des interventions du colloque *Histoires d'ici, Mémoires d'ailleurs*, sont téléchargeables et consultables en ligne à l'adresse suivante : <http://archives.seine-et-marne.fr/histoires-dici-memoires-dailleurs>

7 - N.D.E. : à l'occasion du colloque *Histoires d'ici, Mémoires d'ailleurs* et durant tout le mois de mai 2011, le projet *Tous Français, tous différents* de Florent Moutti, constitué d'entretiens avec une vingtaine de Français issus de l'immigration, d'âge et de milieu social différents, et de leur portrait sur toile de Jouy, a été exposé aux Archives départementales de Seine-et-Marne.

8 - N.D.E. : en 1983, 32 enfants d'immigrés d'origine maghrébine de la cité des Minguettes à Vénissieux, près de Lyon, décident de traverser la France à pied pour attirer l'attention sur les problèmes de racisme d'une façon pacifique. Débutée le 15 octobre 1983 à Marseille, cette « marche pour l'égalité et contre le racisme » ou « marche des beurs », se transforme en une grande manifestation à mesure que de nouveaux marcheurs de la France entière les rejoignent. Elle s'achève à Paris le 3 décembre 1983, où près de 100 000 personnes défilent et où les responsables de la délégation sont reçus par le président de la République, François Mitterand. Cette marche a notamment eu pour conséquence la création d'une carte de résident de dix ans pour tous les étrangers (loi n°84-622 du 17 juillet 1984) et la création de nombreuses associations de lutte contre le racisme. Sources : *loi n°84-622 du 17 juillet 1984*, site Internet www.legifrance.gouv.fr, consulté le 04/08/2011 ; « Marche contre le racisme – réactions jeunes immigrés du haut du lièvre » (3 mn 26 s, *Lorraine soir*, 22/11/1983, France 3 Régions Nancy), « Marche pour l'égalité et contre le racisme » (3 mn 47 s, JA20H, 03/12/1983, Antenne 2), « La marche des immigrés » (3 mn 04 s, JA20H, 27/11/1983, Antenne 2), site Internet de l'Institut national de l'audiovisuel, www.ina.fr, consulté le 04/08/2011 ; Philippe Bernard, « La longue marche des beurs », dans *Le Monde*, 03/12/1993, et « La gauche n'a pas osé mettre en avant les enfants d'immigrés », dans *Le Monde*, 03/12/2003.

9 - Cf. ci-dessus n. 2.

10 - <http://www4.culture.gouv.fr/actions/recherche/interculturels/>

11 - Muriel Cohen, « Les bidonvilles de Nanterre, entre « trop plein » de mémoire et silences », dans *Diasporas*, à paraître. Conférence à la CNHI, UniverCité, février 2011.

12 - Manifestation pour la paix en Algérie et contre l'OAS organisée à Paris à l'appel du PSU et du PCF, violemment réprimée au métro Charonne.

13 - « Rapport pour la création d'un centre national de l'histoire et des cultures de l'immigration », dans *Migrance*, n°19, octobre-décembre 2001.

14 - Jacques Toubon, *Mission de préfiguration du centre de ressources et de mémoire de l'immigration, Rapport au Premier ministre*, Paris : La Documentation française, mai 2004, 254 p.

15 - Décret n°2006-1388 du 16 novembre portant création de l'Établissement public de la Porte Dorée – Cité nationale de l'histoire de l'immigration.

16 - La Cité a suscité de nombreux articles et études depuis le temps de la préfiguration. Voir notamment Marie Poinot, « Leur histoire est notre histoire : la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, vecteur de reconnaissance des populations immigrées en France », dans *Migrations, mémoires, musées*, éd. Laure Teulières et Sylvie Toux, Toulouse : Méridiennes, 2008.

17 - Maureen Murphy, *Un palais pour une cité. Du musée des colonies à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration*, Paris : RMN, 2007, et Laure Blévis, Hélène Lafont-Couturier, Nanette Snoep, Claire Zalc, dir., *1931, les étrangers au temps de l'exposition coloniale*, Paris : Gallimard-CNHI, 2008.

18 - Voir le dossier de la revue *Hommes et Migrations* publié après l'ouverture du musée et qui rassemble la réflexion des acteurs qui ont porté la mise en œuvre de l'exposition permanente, « Une collection en devenir », dans *Hommes et Migrations*, n°1267, mai-juin 2007.

19 - Laure Blévis et Claire Zalc, « Comment « mettre l'histoire en musée » : retour sur l'exposition *1931, les étrangers au temps de l'exposition coloniale* », dans www.laviedesidees.fr, le 26 janvier 2009.

20 - N.D.E. : pour la commémoration du bicentenaire de la Révolution française, Jean-Paul Goude, graphiste, photographe et réalisateur, a organisé à la demande du gouvernement un défilé monumental dans la nuit du 14 juillet 1989 sur les Champs-Élysées à Paris. Le « métissage » s'est notamment illustré par la participation d'environ 8 000 figurants de différentes nationalités, par des représentations de Chinois, de Soviétiques, d'Américains et d'Africains, par l'interprétation d'une symphonie composée par Wally Badarou, musicien français d'origine béninoise, par des joueurs d'instruments traditionnels de différentes régions de France, ou encore par l'interprétation de *La Marseillaise* par la cantatrice américaine Jessye Norman. Source : Daniel Schneidermann, « Le Paris fou des célébrations : Jean-Paul Goude et son défilé-fantasme », dans *Le Monde*, 15/06/1989.

21 - N.D.E. : l'exposition *France des étrangers, France des libertés : presse et communautés dans l'histoire nationale* retrace deux siècles d'histoire de la presse créée par les diverses communautés immigrées. Elle a été présentée en février 1989 au musée d'Histoire de Marseille, puis à la collégiale Saint-Pierre Le Puellier d'Orléans, au Toit de la Grande Arche à Paris, puis à Strasbourg. Miniaturisée, l'exposition est présentée depuis 1992 dans des associations et des établissements scolaires. Source : site Internet de l'association Génériques, www.generiques.org, consulté le 03/08/2011.

22 - N.D.E. : à l'appel du FLN, des Algériens, hommes, femmes et enfants, défilent dans les rues de Paris dans la nuit du 17 au 18 octobre 1961 pour protester contre le couvre-feu imposé depuis le 5 octobre 1961 aux Algériens de Paris et de sa banlieue. 11 538 manifestants sont arrêtés et subissent les coups et les tortures de la police. Le bilan de ces violences est d'au moins 31 disparus, 337 blessés et une centaine de morts. Source : Linda Amiri, « La répression policière en France vue par les archives », dans *La Guerre d'Algérie, 1954-2004 : la fin de l'amnésie*, dir. Benjamin Stora et Mohammed Harbi, Paris : Robert Laffont, 2004, p. 415-416]. Voir l'intervention de Peggy Derder p. 36.

23 - N.D.E. : à Paris, suite à des attentats perpétrés le 7 février 1962 par l'Organisation armée secrète (OAS), plus de 10 000 personnes manifestent le 8 février, depuis la place de la Bastille, pour la paix en Algérie et contre l'OAS. La police repousse violemment les manifestants, dont une partie est bloquée dans l'entrée de la station de métro Charonne, ce qui provoque 9 morts et 110 blessés chez les manifestants et 140 parmi les policiers. Sources : Rémi Kauffer, « OAS : la guerre franco-française d'Algérie », dans *La Guerre d'Algérie, 1954-2004 : la fin de l'amnésie*, op. cit., p. 452 ; Guy Pervillé, « Métro Charonne », dans *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, dir. Jean-François Sirinelli, Paris : Quadrige / Presses Universitaires de France, 1995, p. 779-780. Voir l'intervention de Peggy Derder p. 36.

24 - N.D.E. : l'exposition *Allez la France ! Football et immigration, histoires croisées* qui a eu lieu du 26 mai 2010 au 2 janvier 2011 à la CNHI, interrogeait le lien entre football et immigration et s'est ainsi focalisée sur le parcours de joueurs étrangers en France. Source : site Internet de la CNHI, www.histoire-immigration.fr, consulté le 10/08/2011.

25 - N.D.E. : le 6 mai 2011, jour d'ouverture du colloque, le quotidien *Libération* a titré sa Une « Le foot français est-il raciste ? ».

26 - N.D.E. : exposition à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration du 2 mars au 28 août 2011 ; cf. le catalogue *Polonia, des Polonais en France depuis 1830*, dir. Janine Ponty, Paris : Cité nationale de l'histoire de l'immigration/ Montag, 2011.

27 - N.D.E. : sur l'emploi de ces mots, voir les articles de Catherine Wihtol de Wenden, « Migration, pluralité, intégration », dans *Glottopol, revue de sociolinguistique en ligne*, n°11, janvier 2008 ; « Démographie, immigration, intégration », dans *Questions d'Europe*, octobre 2008 ; « Accueil, l'état de la France », dans *Ceras – revue Projet*, n°311, juillet 2009, URL : <http://www.ceras-projet.com/index.php?id=3862>

28 - Catherine Wihtol de Wenden, « L'épisode des « Barcelonnettes » au Mexique », dans *Panoramiques*, n°65, 4^e trimestre 2003, Éditions Corlet / Marianne.

29 - Klaus Bade, *L'Europe en mouvement*, Paris : Seuil, 1998.

30 - Georges Tapinos, *L'immigration étrangère en France*, Cahier de l'INED, 1975.

31 - André Lebon, *Immigration et présence étrangère en France en 1999*, Paris : La Documentation française, décembre 2000.

32 - United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, *International Migration 2009*.

33 - Haut Conseil à l'intégration, *Rapport statistique de l'Observatoire statistique de l'Immigration et de l'Intégration*, janvier 2007, doc.

34 - COMEDD, *Inégalités et discriminations. Pour un usage critique et responsable de l'outil statistique, Rapport*, 5 février 2010.

35 - N.D.E. : Éric Besson, ministre de l'Immigration, de l'intégration, de l'identité nationale de janvier 2009 à novembre 2010.

36 - Michèle Tribalat, *Les yeux grands fermés. L'immigration en France*, Paris : Denoël, 2010, 222 p., p. 84.

37 - François Héran, *Le temps des immigrés*, Paris : Seuil, 2007 ; voir aussi Jack Lang, Hervé Le Bras, *Immigration positive*, Paris : Odile Jacob, 2007.

38 - Jacques Simon, *L'immigration algérienne en France des origines à l'indépendance*, Paris : Éditions Paris-Méditerranée, 2000, p. 61.

39 - Instructions ministérielles des 8 août, 11 août et 12 septembre 1924 ; circulaires du Gouvernement général en Algérie en septembre, octobre, novembre 1924. Ces mesures sont prises notamment sous la

pression des entrepreneurs et colons en Algérie inquiets de constater cette fuite de la population active masculine. Annulées par le Conseil d'État en juin 1926, les restrictions sont rétablies en août.

40 - L'Étoile nord-africaine est une première fois dissoute le 26 janvier 1937 par un décret émanant du gouvernement du Front populaire, elle réapparaît le 11 mars suivant sous le nom de Parti du peuple algérien (PPA) qui est à son tour dissous le 26 septembre 1939.

41 - Benjamin Stora, *Les immigrés algériens en France. Une histoire politique 1912-1962*, Paris : Hachette Littératures, collection Pluriel, 2009.

42 - Recensements généraux de population effectués par l'INSEE en 1954 et 1962.

43 - Ce chiffre, plus vraisemblable, est peut-être lui-même inférieur aux données réelles, de l'ordre de 450 000. Le dénombrement est en effet difficile : les Algériens ne sont pas étrangers, mais des Français musulmans d'Algérie. Certaines sources administratives et statistiques ne les distinguent pas toujours des métropolitains.

44 - La loi du 20 septembre 1947 consacre la « continuité territoriale » et la « liberté de circulation ». L'article 2 stipule : « quand les Français musulmans résident en France métropolitaine, ils y jouissent de tous les droits attachés à la qualité de citoyens français et sont soumis aux mêmes obligations ».

45 - La Société nationale de construction de logements pour les travailleurs algériens est fondée en 1956 pour résoudre la pénurie et l'insalubrité de l'habitat des migrants algériens. Le premier foyer ouvre en 1959 à Argenteuil. Son premier dirigeant est Eugène Claudius-Petit.

46 - Une enquête de la Préfecture de police fait apparaître un surpeuplement encore plus important avec un taux moyen de 2,26 personnes par chambre, les hôteliers ne déclarant pas tous leurs occupants.

47 - Peggy Derder, *L'immigration algérienne et les pouvoirs publics dans le département de la Seine 1954-1962*, Paris : L'Harmattan, 2001, 182 p.

48 - Le PPA-MTLD (Parti du peuple algérien – Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) connaît une grave scission à l'été 1954 qui donne naissance au MNA rassemblant les messalistes et au FLN qui déclenche l'insurrection armée de la Toussaint rouge.

49 - Ali Haroun, *La 7^e wilaya. La guerre du FLN en France 1954-1962*, Paris : Le Seuil, 1986, p. 307. (Il s'agit bien sûr d'anciens francs).

50 - Il a été Secrétaire général du Protectorat du Maroc entre 1954 et 1956 puis Inspecteur général de l'Administration en mission extraordinaire de mai 1956 à mars 1958 en Algérie, plus précisément à Constantine.

51 - Sections administratives spéciales (SAS) et Sections administratives urbaines (SAU) en Algérie. Service d'assistance technique aux Français musulmans d'Algérie (SAT-FMA) à Paris.

52 - Des plaintes sont déposées en février 1961 contre les Harkis pour torture et disparition. Cf. Paulette Péju, *Ratonnades à Paris* précédé de *Les harkis à Paris*, Paris : Éditions La Découverte, 2000.

53 - Le Vélodrome d'Hiver est fermé en septembre 1958 avant sa destruction.

54 - Y sont transférées l'ensemble des personnes internées dans les gymnases précédemment cités. Le centre d'identification de Vincennes est défini comme un centre de transit où les Algériens internés peuvent être maintenus par arrêté préfectoral pour une période pouvant atteindre 15 jours. Pour ceux dont le dossier est réellement chargé le ministère de l'Intérieur a créé trois camps administratifs : Saint-Maurice-l'Ardoise dans le Gard, Vadenay dans la Marne et Thôl dans l'Ain.

55 - Jim House, Neil Mac Master, Paris 1961. *Les Algériens, la terreur d'État et la mémoire*, Paris : Éditions Tallandier, 2008, 538 p. Les deux historiens britanniques démontrent l'importation d'une violence coloniale en métropole et replacent la nuit du 17 octobre dans un contexte de montée de la brutalité policière.

56 - Le recensement de population de 1975 fait apparaître 710 690 immigrés algériens en France soit un doublement depuis 1962.

57 - N.D.E. : la « Toussaint rouge » ou « Toussaint sanglante » désigne la nuit du 31 octobre et le 1^{er} novembre 1954. Plus de 30 attentats sont perpétrés en Algérie par des groupes armés se réclamant du Front de libération nationale (FLN). Ils marquent l'émergence du FLN et sont considérés comme le début de la guerre d'Algérie. Source : Benjamin Stora et Mohammed Harbi, dir., *La guerre d'Algérie, 1954-2004 : la fin de l'amnésie*, Paris : Robert Laffont, 2004, p. 316.

58 - N.D.E. : Benjamin Stora enseigne l'histoire du Maghreb contemporain (XIX^e et XX^e siècles), les guerres de décolonisations et l'histoire de l'immigration maghrébine en Europe à l'université Paris-XIII et à l'Institut national des langues et civilisations orientales. Cf. notamment B. Stora et Émile Temime, dir., *Immigrances : l'immigration en France au XX^e siècle*, Paris : Hachette Littératures, 2007 ; B. Stora, *Les immigrés en France : une histoire politique, 1912-1962*, Paris : Hachette Littératures, 2009 ; id., *La guerre d'Algérie*, Paris : Fayard, 2010. Sources : site Internet de l'université Paris-XIII, <http://www.univ-paris13.fr>, et catalogue de la Bibliothèque nationale de France, <http://catalogue.bnf.fr>, consultés le 20/07/2011.

59 - N.D.E. : SGI : Société générale de l'immigration.

60 - N.D.E. : le « passeport Nansen » est un document international de voyage, mis en place le 5 juillet 1922 à l'initiative de Fridtjof Nansen (1861-1930), explorateur, naturaliste et homme politique norvégien, directeur du Haut commissariat aux réfugiés de la Société des Nations (SDN). Il permet aux personnes considérées comme « apatrides » de posséder une identité officielle et d'obtenir la protection des lois internationales et des états qui reconnaissent ce passeport. Ces « apatrides » sont des citoyens de pays disloqués à la suite de révolutions ou de guerres. Quand le statut de réfugié est institutionnalisé par la Convention de Genève du 28 juillet 1951, le passeport Nansen perd son utilité et cesse progressivement d'être utilisé. Sources : Georges Coudry, « Notes sur le passeport Nansen », dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°44, 1996, p. 19-21, et Michel Mourre, dir., *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris : Bordas, 1986, p. 3207.

61 - N.D.E. : la *Retirada*, du mot « retraite » en espagnol, est l'exil vers la France d'un demi-million de républicains espagnols, fin janvier et début février 1939, à fin de la guerre civile espagnole [juillet 1936-mars 1939]. Sources : Michel Mourre, dir., *Le Petit Mourre : dictionnaire de l'histoire*, Paris : Larousse/Bordas, 1998, p. 346, et *La Retirada : histoire et mémoire*, sur le site Internet de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, www.histoire-immigration.fr, consulté le 08/08/2011.

62 - N.D.E. : le terme de « messalistes » fait référence aux partisans d'Ahmed Messali Hadj (1898-1974) et de son Mouvement national algérien (MNA), créé le 3 décembre 1954. Ahmed Messali Hadj privilégie le combat politique et conçoit la lutte armée comme un moyen de pression éventuel. Il s'oppose aux partisans de la lutte armée comme moyen exclusif de libération, tels que le Front de libération national (FLN). Cette opposition a amené plusieurs conflits armés entre le FLN et le MNA, qui a provoqué plusieurs milliers de morts dans chacun des deux mouvements. Sources : M. Mourre, dir., *Le Petit Mourre : dictionnaire de l'histoire*, op. cit., p. 739 ; M. Mourre, dir., *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, op. cit., p. 3053 ; Gilbert Meynier, « Le PPA-MTLD et le FLN-ALN, étude comparée », dans *La Guerre d'Algérie, 1954-2004 : la fin de l'amnésie*, dir. B. Stora et M. Harbi, op. cit., p. 420-427 ; Linda Amiri, « La guerre dans la guerre : La lutte entre le FLN et le MNA en métropole, 1954-1962 », dans *Les cahiers d'histoire sociale*, n°23, Nanterre : Institut d'histoire sociale, 2004, p. 108-109.

63 - N.D.E. : *La Durance* est le bulletin d'informations et de liaison des professeurs d'histoire, de géographie et d'éducation civique de l'académie d'Aix-Marseille. Chaque année en février, le groupe « La Dur@nce » organise des journées qui rassemblent des spécialistes d'un thème lié à l'enseignement. Source : site Internet de l'Académie d'Aix-Marseille, consulté le 19 septembre 2011, <http://www.ac-aix-marseille.fr>

64 - N.D.E. : CIEMI : Centre d'information et d'études sur les migrations internationales.

65 - N.D.E. : le catalogue de l'exposition *L'immigration algérienne et la société française pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962* est en cours de préparation.

66 - N.D.E. : Linda Amiri prépare, à l'Institut d'études politiques de Paris, une thèse sous la direction de Benjamin Stora et Serge Bernstein, intitulée *La Fédération de France du Front de Libération Nationale (1954-1962)*. Elle a publié *Les Fantômes du 17 octobre 1961*, Paris : Éditions Mémoire-Génériques, 2001, et *La bataille de France, la guerre d'Algérie en métropole*, Paris : Robert Laffont, 2004. Elle a contribué à *Immigrations : l'immigration en France au XX^e siècle, op. cit.*

67 - Cf. Charles Dickens, *Pickwick Papers*, vol. 3, chap. II ; cité par E. Goffman, *Stigmates*, Minuit, 1975 (1^{re} éd. 1963), p. 88.

68 - Propos rapportés par *Le Monde*, 4-5/7/1993.

69 - Jacques Rancière, *La méésentente*, Paris : Galilée, 1995, 187 p.

70 - N.D.E. : Gérard Noiriel, *Le massacre des Italiens : Aigues-Mortes, 17 août 1893*, Paris : Fayard, 2009, 294 p.

71 - N.D.E. : Georges Mauco (1899-1988) était psychanalyste, diplômé de pédagogie-psychologie et de neuropsychiatrie infantile, spécialiste de psychopédagogie scolaire et de la psychologie des enfants et des travailleurs immigrés. Il a notamment publié *Les Étrangers en France. Étude géographique sur leur rôle dans l'activité économique*, thèse pour le doctorat ès lettres présentée à la Faculté des lettres de l'université de Paris, Paris : Armand Colin, 1932 ; *Les étrangers en France : Leur rôle dans l'activité économique*, Paris : Armand Colin, 1932 ; *Les Migrations ouvrières en France au début du XIX^e siècle, d'après les rapports des préfets de l'Empire de 1808 à 1813*, thèse complémentaire pour le doctorat ès lettres présentée à la faculté des Lettres de l'université de Paris, Paris : André Lesot, 1932 ; *Les étrangers en France et le problème du racisme*, Paris : La Pensée universelle, 1977. Il a collaboré à la publication en 1939 par le Conseil universitaire de la recherche sociale de *Documents pour servir à l'étude des étrangers dans l'agriculture française, Enquête entreprise sous la direction d'Albert Demangeon*, Paris : Hermann et Cie, 1939. Source : Catalogue en ligne de la Bibliothèque nationale de France, <http://catalogue.bnf.fr>, consulté le 20/07/2011.

Économiste, statisticien et démographe, Alfred Sauvy (1898-1990) a été à l'initiative de la création de l'Institut national d'études démographiques (INED), dont il a été le premier directeur (1945-1962). Il a enseigné à l'Institut d'études politiques (1945-1959), puis au Collège de France (1959-1969). De 1945 à 1981, il a représenté la France auprès de l'Organisation des Nations Unies dans les commissions de la statistique et de la population. Fondateur et rédacteur en chef de la revue *Population*, il est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'économie et la démographie, tels que : *Essai sur la conjoncture et la prévision économique*, Paris : Éditions du Centre polytechnicien d'études économiques, 1938 ; *Des Français pour la France, le problème de la population*, Paris : Gallimard, 1946 ; *Le travail noir et l'économie de demain*, Paris : Calmann-Lévy, 1984. Source : Jacques Julliard et Michel Winock, dir., *Dictionnaire des intellectuels français*, 3^e éd., Paris : Éditions du Seuil, 2009, p. 1032-1034.

72 - N.D.E. : en avril 2011, environ 25 000 migrants tunisiens illégaux obtiennent du gouvernement italien des permis de séjour. La plupart se rendant ensuite en France, des contrôles de police près de la frontière franco-italienne sont rétablis, notamment à Nice, et de nombreux migrants sont reconduits en Italie, parfois après une attente en centre de rétention. Sources : *Nice-Ville, terminus forcé pour les migrants tunisiens*, 21/04/2011, sur le site Internet www.lemonde.fr, consulté le 10/08/2011 ; « Migrants tunisiens: la France et l'Italie ont « violé l'esprit » de Schengen, pas ses règles », dans *Libération*, 25/07/2011.

73 - N.D.E. : les accords de Schengen ont été signés le 14 juin 1985 et le 19 juin 1990 par certains des États membres de l'Union européenne à Schengen (Luxembourg). Ils actent la suppression graduelle des contrôles physiques aux frontières communes des pays signataires, créant ainsi un espace de libre circulation des personnes et des marchandises, « l'espace Schengen ». En 1997, ces accords ont été intégrés au traité instituant la Communauté européenne et au traité sur l'Union européenne. Ils sont appliqués par tous les États membres de l'Union européenne, à l'exception du Royaume-Uni et de l'Irlande, qui y participent partiellement. La Norvège (1999), l'Islande (1999), la Suisse (2008) et le Lichtenstein (2008), qui ne font pas partie

de l'Union européenne, les appliquent également. Les dix pays ayant adhéré à l'Union européenne le 1^{er} mai 2004 se sont engagés à les respecter. Cependant, les contrôles aux frontières intérieures avec ces pays sont maintenus jusqu'à ce que le Conseil de l'Union européenne décide que les conditions de suppression de ces contrôles sont remplies. Sources : *Les accords de Schengen*, sur le site Internet du Sénat, www.senat.fr, et *L'espace et la coopération Schengen*, sur le portail officiel de l'Union européenne, <http://europa.eu>, consultés le 08/08/2011.

74 - N.D.E. : GISTI : Groupe d'information et de soutien des immigrés. Créée en 1972, cette association regroupe des spécialistes du droit des étrangers, organise des permanences juridiques gratuites et des formations et édite des publications. Source : site Internet du GISTI, www.gisti.org, consulté le 04/08/2011.

75 - N.D.E. : CGT : Confédération générale du travail. Fondée en septembre 1895 à Limoges, la CGT est un regroupement d'organisations syndicales, organisé en unions locales, départementales et en fédérations professionnelles, dirigé par un congrès confédéral constitué par les représentants mandatés par les syndiqués dans les syndicats. Sources : *Statuts adoptés au 45^e congrès de la CGT, 3-8 décembre 1995*, site Internet de la CGT, www.cgt.fr, consulté le 08/08/2011 ; et Jean-Louis Robert, « CGT [Confédération générale du travail] », dans *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, dir. Jean-François Sirinelli, Paris : Quadrige / Presses Universitaires de France, 1995, p. 205-209.

76 - N.D.E. : le récépissé de demande de titre de séjour permet de demeurer en France durant l'instruction de son dossier par la préfecture, pendant une durée minimum d'1 mois. Sauf cas particuliers, ce récépissé n'autorise pas son titulaire à exercer une activité professionnelle. Sources : *Occupation de la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration par les travailleurs sans papiers !*, sur le site Internet de la CIMADE, www.cimade.org, et *Récépissé de demande de titre de séjour*, site Internet officiel de l'administration française, www.service-public.fr, consultés le 05/08/2011.

77 - N.D.E. : le 27 mai 2010, des travailleurs sans papiers débute l'occupation du parvis de l'Opéra Bastille pour manifester leur opposition à l'application, jugée problématique par des syndicats et une partie du patronat, des critères de régularisation de la circulaire du 24 novembre 2009 sur la régularisation par le travail. Cette occupation a été simultanée aux discussions menées entre les syndicats et les ministères de l'Immigration et du Travail et s'est achevée le 18 juin 2010 après l'acceptation par le gouvernement d'ajustements pour harmoniser ces critères. Source : *Satisfaits, les travailleurs sans-papiers quittent la place de la Bastille*, 19/06/2010, sur le site Internet www.lemonde.fr, consulté le 25/07/2011.

78 - N.D.E. : Saïd Bouziri (1947-2009) était un militant pour l'égalité des droits. Il a été membre du Conseil d'administration du Fonds Action Social (FAS), du Conseil national des populations immigrées et du Conseil d'administration de la Fonda (association pour la promotion de la vie associative) et directeur de publication de *Migrance*, revue spécialisée dans l'histoire de l'immigration. Il a également été, pour la Ligue des droits de l'Homme, responsable de la commission « Immigrés », puis trésorier national. Il a organisé et collaboré à de nombreuses grèves et actions de soutien aux étrangers, notamment des sans-papiers ; souvent à travers les comités, médias ou associations qu'il a fondés ou cofondés (revue *Sans Frontière*, association Génériques). Source : *Saïd Bouziri nous a quitté*, sur le site Internet de l'association Génériques, www.generiques.org, consulté le 20/07/2011.

79 - N.D.E. : référence aux idées de Jean-Marie Le Pen, fondateur et dirigeant de 1972 à 2011 du Front National, parti politique français d'extrême-droite. Source : *Marine Le Pen devient officiellement présidente du Front national*, 16/01/2011, sur le site Internet www.lemonde.fr, consulté le 08/08/2011.

80 - N.D.E. : *Allons-Z'en-France* est un spectacle de danse hip-hop organisé par l'association « Des acteurs culturels jusqu'aux chercheurs et aux artistes » (DAJA) avec la collaboration de Gérard Noiriel. Le projet a été accueilli en résidence au WIP, laboratoire permanent du dialogue arts/société, du parc de La Villette en février et mai 2010, puis en février 2011 où il a fait l'objet d'une présentation au public, suivie d'un débat. Les premières représentations du spectacle ont eu lieu les 28, 29 et 30 mars 2011 au WIP. Sources : sites Internet de l'association DAJA, www.daja.fr, et du WIP, www.wip-tillette.com, consultés le 20/07/2011.

81 - N.D.E. : Alain Supiot est docteur en droit, professeur agrégé des Universités, membre depuis 2001 de l'Institut Universitaire de France (chaire *Dogmatique juridique et lien social*), docteur *honoris causa* de

l'Université de Louvain. Ses recherches concernent le droit du travail et de la sécurité sociale et l'analyse des fondements dogmatiques du lien social. Il est notamment l'auteur des ouvrages *Le droit du travail*, 5^e éd., Paris : Presses universitaires de France, 2011 ; *Critique du droit du travail*, 2^e éd., Paris : Presses universitaires de France, 2007 ; *Homo juridicus : essai sur la fonction anthropologique du droit*, Paris : Éd. du Seuil, 2005. Sources : site Internet de l'Institut d'études avancées de Nantes, www.iea-nantes.fr, consulté le 20/07/2011 ; catalogue de la Bibliothèque nationale de France, <http://catalogue.bnf.fr>, consulté le 25/07/2011.

82 - N.D.E. : Dominique Schnapper, *La communauté des citoyens : sur l'idée moderne de nation*, Paris : Gallimard, 1994, 228 p.

83 - Exceptions faites des articles de Live Yusion [1992] et de Véronique Poisson [2005]. Voir également l'ouvrage *Le Paris Asie* de Blanchard et Deroo [2004] où quelques aspects de cette histoire sont exposés. On trouve également des éléments historiographiques intéressants dans les travaux de sociologie ou d'anthropologie de Live Yusion [1991a], de Véronique Poisson [2004] et d'Estelle Auguin [2009]. Les recherches de Ma Li [2006, 2009] quant à elles concernent les travailleurs chinois de la Grande Guerre. Il faut signaler également l'article de l'ethnologue asiatiste Charles Archaimbault paru en 1952, consacré aux Chinois de Paris, qui constitue une analyse précieuse de la situation à l'époque. C'est malheureusement le seul article qu'il consacra à ce thème, probablement et paradoxalement jugé trop « exotique » aux yeux de l'institution ethnologique de l'époque, plus intéressée à observer l'altérité au lointain que chez soi. Ce précurseur de l'ethnologie urbaine retournera à ses études des sociétés asiatiques : en Asie. Côté chinois, les travaux historiques sur l'immigration en France semblent rares également, sinon inexistantes. On trouve néanmoins quelques éléments d'informations dans des publications plus générales par exemple dans Chen Guoji [1988].

84 - Rue du Temple, rue des Gravilliers, rue Chapon, rue des Vertus, rue Pastourelle, rue des Archives entre autres.

85 - De 1999 à 2008, le nombre annuel d'immigrés (au sens de l'INSEE) originaires de Chine continentale autorisés à séjourner en France est passé de 3 117 à 11 893, soit un total de 81 652 immigrés (source : *Enquête trajectoires et origines, Téo*, de l'Institut national d'études démographiques, INED). Si on y ajoute les personnes qui au recensement de 1999 avaient ou avaient eu la nationalité chinoise (Français par acquisition), soit 36 552, on obtient un total de 118 204 personnes (ces chiffres ne prennent évidemment pas en compte les personnes en situation irrégulière). Pour approcher le nombre d'individus d'origine chinoise, il faudrait ajouter à ce chiffre les personnes nées à l'étranger (mais hors de Chine) qui sont ou se réclament d'une ascendance chinoise ce qui est impossible à comptabiliser. À titre indicatif le nombre d'étrangers et de Français par acquisition, originaires du Cambodge, du Laos et du Vietnam était de 193 612 au recensement de 1999. Seule une partie d'entre eux était d'origine chinoise, de l'ordre de 70 % selon les estimations. Le total de personnes d'origine chinoise (selon ces critères) en situation régulière avoisinerait les 250 000 auquel il faudrait ajouter les personnes nées françaises (cas d'une partie de la 2^e génération née en France) et les personnes en situation irrégulière.

86 - N.D.E. : les miguélistes sont les partisans de Dom Miguel [1802-1866], fils de Jean VI de Portugal, qui prit la tête des absolutistes. Roi-consort en 1826, il se proclame roi en 1828 sous le nom de Michel I^{er} de Portugal, après avoir détrôné sa nièce et fiancée, Marie II. Après une longue guerre civile, il est vaincu par son frère Pierre IV de Portugal, qui avait abdicé en 1826 au profit de sa fille. Source : *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, dir. Michel Mourre, nouv. éd., Paris : Bordas, 1986.

87 - N.D.E. : António de Oliveira Salazar [1889-1970], dictateur et chef de l'État nouveau (*Estado Novo*) de 1933 à 1974. Source : *Dictionnaire historique et géopolitique du 20^e siècle*, dir. Serge Cordellier, Paris : La découverte, 3^e éd., 2005.

88 - N.D.E. : Christian de Chalonge, *O Salto (Le Saut)*, Production : Fildebroc et Les Artistes Associés, 1967.

89 - N.D.E. : Marcelo José das Neves Alves Caetano [1906-1980], président du Conseil de l'*Estado Novo* de 1968 jusqu'à la chute du régime en 1974.

90 - N.D.E. : le Mouvement ATD Quart Monde (Aide à Toute Détresse, puis Agir Tous pour la Dignité), fondé en 1957, est aujourd'hui une Organisation Non Gouvernementale de lutte contre la pauvreté sans affiliation religieuse ou politique intervenant dans une trentaine de pays. Source : site Internet du mouvement ATD Quart Monde, www.atd-quartmonde.fr, consulté le 17/08/2011.

91 - L'association France terre d'asile, fondée en décembre 1970, a pour but d'aider les personnes en situation de migration de droit, en particulier celles répondant aux définitions de « réfugié » et « d'apatride ». Elle agit pour accueillir, protéger, accompagner, favoriser l'intégration des migrants, et aussi participer à l'accompagnement et à la réinsertion dans le pays d'origine des personnes qui souhaitent y retourner. Source : site Internet de l'association consulté le 19 septembre 2011 : <http://www.france-terre-asile.org>.

92 - N.D.E. : sur la Cimade, voir l'intervention de Marie Mortier, p. 99.

93 - N.D.E. : l'Association de coordination des associations portugaises de Seine-et-Marne (ACAP 77) créée en 1983 par un groupe de travailleurs et d'animateurs culturels portugais à Dammarie-lès-Lys a cessé de fonctionner depuis.

94 - N.D.E. : cf. l'intervention de Catherine Wihtol de Wenden, p. 30.

95 - N.D.E. : Robert Bozzi, *Les gens des baraques*, Production : Périphérie Production, La Sept-Arte et JBA Production, Distributeur : Médiathèque des Trois Mondes, 1995. Disponible en DVD (JBA Éditions, 2007, 87 min).

96 - N.D.E. : José Vieira est un réalisateur de documentaires né au Portugal en 1958. Il a notamment réalisé *La photo déchirée* (La Huit, 2001, 52 mn), *Gens du salto* (La Huit, 2007, 52 mn), *Le Pays où l'on ne revient jamais* (La Huit, 2007, 52 mn), *Le drôle de mai : chronique des années de boue* (La Huit, 2009, 54 mn) et *Les émigrés* (Aléas, 2009, 75 mn). Sources : catalogue de la Bibliothèque nationale de France, <http://catalogue.bnf.fr>, catalogue collectif de France, <http://ccfr.bnf.fr>, site Internet de La Huit, www.lahuit.com, consultés le 17/08/2011.

97 - « Portugais de France : histoire de générations » (30 mn), film réalisé avec le conseil scientifique de Marie-Christine Volovitch-Tavares et Albano Cordeiro, dans *Histoire et mémoires des immigrations*, Didier Delattre, Rebecca Houzel, Daniel Martin, Jean-Luc Millet, Valérie Mitteaux, Anna Pitoun, 2 DVD, CRDP Académie de Créteil, 2008, 330 mn.

98 - *Rapport de la commission consultative des gens du Voyage*, Préfecture de Seine-et-Marne, 10 juillet 2008.

99 - N.D.E. : Philippe Le Guay, *Les femmes du 6^e étage*, Production : Philippe Rousselet et Les films de la Suane, Société nouvelle de distribution (SND), 2010. Disponible en DVD (M6 vidéo, 2011, 106 mn).

100 - Alice Zeniter, *Jusque dans nos bras*, Paris : Albin Michel, 2010, 236 p.

101 - <http://archives.seine-et-marne.fr/histoires-dici-memoires-dailleurs>

102 - N.D.E. : cet instrument de recherche, *Territoires et mouvements de population en Seine-et-Marne, 1800-1975*, est consultable sur le site Internet des Archives départementales à l'adresse suivante : <http://archives.seine-et-marne.fr/inventaires-en-ligne>

103 - N.D.E. : ANRU : Agence nationale pour la rénovation urbaine.

104 - N.D.E. : lancé en mai 2010, le projet *Patrimoine des peuples européens - Heritage of the People's Europe* (HOPE) est un programme de coopération européen de 3 ans, auquel participent 11 institutions issues de 10 pays européens, avec pour objectif de mettre en ligne plus de 880 000 documents numériques liés à l'histoire ouvrière et sociale européenne, accessibles depuis les portails www.europeana.eu et www.labourhistory.net. Source : site Internet du programme HOPE, www.peoplesheritage.eu, consulté le 25/07/2011.

105 - N.D.E. : NPAI : N'habite pas à l'adresse indiquée.

106 - Les inventaires des archives déposées à Madrid sont accessibles en ligne : http://www.1mayo.org/archivos/cdee_inventarios.htm

107 - Ce fond est consultable sur le site internet de la bibliothèque de Documentation internationale contemporaine (BDIC).

108 - Il s'agit du projet « Odysée(s) » qui est mené en partenariat avec Génériques, la BDIC, l'AEFTI et le Centre de ressources politique de la ville en Essonne.

109 - *L'immigration espagnole en France : la mémoire comme outil de lutte contre les discriminations*, journée de réflexion organisée par la FACEEF à Saint-Denis, le 2 décembre 2006. Pour un court compte-rendu, voir « Francia acoge con interés el proyecto de la Faceef para crear un Centro de la Memoria », dans *La Región Internacional*, 15 janvier 2007.

110 - La FACEEF a été associée aux différentes phases de mise en place de la CNHI. Elle fait actuellement partie de son Conseil d'orientation ainsi que de son Conseil d'administration, et participe activement à l'animation du réseau de la Cité.

111 - La FACEEF est membre fondateur du réseau Mémoires-Histoires en Île-de-France et membre de son Conseil d'administration.

112 - Cette exposition a été présentée du 5 octobre 2007 au 30 mars 2008 au « Hogar de los Españoles », 10, rue Cristino Garcia – 93210 La-Plaine-Saint-Denis.

113 - « Un siècle de présence espagnole en France », coord. José Gabriel Gasó Cuenca et Bruno Tur, *Migrance*, hors série, septembre 2007.

114 - N.D.E. : créé en 1926, « El Hogar de los Españoles » (« le foyer des Espagnols ») est à l'origine une société de secours mutuels pour les ouvriers espagnols. Elle est devenue, en 1990, une association destinée à la communauté espagnole pour « renforcer une vie sociale riche afin de favoriser une intégration pleine et respectueuse dans la société française ». Source : *El hogar de los Españoles*, sur le site Internet de la commune d'Aubervilliers, www.aubervilliers.fr, consulté le 10/08/2011.

115 - Ce projet a été mené par Maëlle Maugendre et Eva Léger sous la direction de José Gabriel Gasó Cuenca. Laure Pitti, pour la CNHI a assuré la direction scientifique et Stéphane Lemoal la réalisation audiovisuelle. Il a été financé par le Conseil régional de l'Île-de-France, la Direction générale de la Ciudadanía Española en el Exterior et la Direction de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté (DAIC).

116 - Le film a été réalisé par Santi Valledepérez. Le reportage photographique de Guillermo Barberá a donné lieu à un livre de photographies. Le film et le livre furent présentés à la CNHI dans le cadre de la Journée internationale de la femme 2010. Ils sont accessibles à la FACEEF.

117 - Dont les auteurs sont Xavier Baudoin et Ismael Cobo. Le DVD du film est accessible à la Huit et à la FACEEF.

118 - N.D.E. : le *Patronato de Santa Teresa de Jesús*, patronage de Sainte-Thérèse de Jésus, fut une paroisse espagnole créée à Saint-Denis en 1923 avec le soutien du Consulat espagnol et animée par des frères clarétains jusque dans les années 1970. Ses locaux (église, théâtre, dispensaire médical) abritent depuis 1926 le *Hogar de los Españoles*. Source : *El hogar de los Españoles*, sur le site Internet de la commune d'Aubervilliers, www.aubervilliers.fr, consulté le 10/08/2011.

119 - Le programme est accessible sur le site de la FACEEF.

120 - Marie-Ange d'Adler, *Le cimetière musulman de Bobigny : lieu de mémoire d'un siècle d'immigration*, Paris : Éditions Autrement, 2005.

121 - N.D.E. : Soraya El Alaoui est chargée de l'information à l'Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman (IISMM) de l'EHESS. Titulaire d'un doctorat en histoire sociale (EHESS), d'une maîtrise en lettres et civilisation arabes, d'un certificat d'islamologie et d'un DEUG d'espagnol (Université de Bordeaux

III, 1990], elle a participé en septembre 2010 à l'élaboration des panneaux signalétiques du cimetière musulman de Bobigny. Source : site internet de l'IISMM, <http://iismm.ehess.fr>, consulté le 08/08/2011.

122 - Il accueillera également jusqu'en 1954 [création du carré musulman du cimetière de Thiais] les personnes indiquées par le recteur de la Grande Mosquée de Paris.

123 - Édouard Crevel est notamment connu pour son dispensaire dentaire du square Georges Eastman dans le 13^e arrondissement de Paris.

124 - N.D.E. : une rue en caladée, ou en calade, est une rue pavée et en pente, typique de la Provence notamment.

125 - Mention dans la note d'intention de la journée d'étude organisée par la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, *Cimetières et identités*, 19 mai 2011.

126 - L'ethnologue Jean-Michel Guilcher situe la disparition définitive des sociétés traditionnelles paysannes françaises autour de la première guerre mondiale.

127 - Expression utilisée par l'Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances, qui s'occupe du programme Contrat urbain de cohésion sociale (CUCS), sur son site internet www.lacse.fr [au mois d'avril 2011].

128 - Selon notre propre expression.

129 - Claude Levi-Strauss, *Tristes tropiques*, Édition 2009, Paris : Pocket, p. 43.

130 - Cette expression renvoie à l'idée d'un « élargissement inconscient » du spectre. Un élargissement non maîtrisé, aux contours flous... C'est ce qui semble arriver à cette informatrice : d'origine tamoule, née en France, à la question « Pouvez-vous nous chanter des chansons de votre culture d'origine ? » elle répond par des chansons en hindi. Alors que sa grand-tante, née en Inde, ne nous a chanté que des chansons en tamoul, alors qu'elle aussi connaît des chansons en hindi.

131 - « Théâtre, Terre d'Asile », article de Véronique Laurens, ATER, université Paris-VIII (doctorante - DILTEC, Paris 3), anciennement conseillère pédagogique au service « Formation » de la Cimade, 2001-2009.

132 - N.D.E. : Orchestra Baobab est un groupe de musique sénégalais.
